

TWOP PWOFITASYON AN LOJMAN

En 2010, la France compte 3,5 millions de personnes non ou mal logées, auxquelles s'ajoutent plus de 6,6 millions de personnes en situation de réelle fragilité de logement à court ou moyen terme. Soit un sixième de la population privé de son droit fondamental au logement.

Scandale

Les ménages consacrent aujourd'hui 40 % de leurs revenus pour les dépenses de logement quand ils en trouvent : 80 % des Français estiment qu'il est difficile de trouver un logement.

Cette situation scandaleuse est entretenue sous couvert de l'Etat (les expulsions, l'accès aux logements vacants, le logement social). Ainsi les « pwofitè » utilisent l'accroissement des inégalités sociales comme moyen de pression sur toute la classe ouvrière.

Raphaël

QUI SOMMES-NOUS ?

Le 21^e siècle commence par la guerre en Irak et en Afghanistan, par la famine et par la destruction accélérée de l'environnement.

L'avenir qu'on nous promet se limite à « choisir » entre le chômage, l'auto-destruction dans la drogue, l'engagement dans une de ces guerres qui ne sont pas les nôtres, ou pour les plus chanceux, le rôle de « bons petits soldats » au travail, soumis aux caprices de la bourse.

Les dirigeants de la planète parient sur notre indifférence. Il faut leur donner tort.

Ce journal est lancé à l'initiative de militants de l'organisation *Combat Ouvrier*, de sympathisants et de jeunes sans parti pour commencer à provoquer le débat, à faire entendre la voix des jeunes qui contestent les idées officielles.

Ce journal est le tien !

Écris-le, lis-le, vends-le !

***Contact : kontest@wanadoo.fr
06 90 73 48 93***

REBELLE !

N° 19 - 10 février 2010

0,30 €

SOMMAIRE

Séismes en Guadeloupe - Lycée de Port Louis - Débats - Logements, etc.

SÉCURITÉ DANS LES ÉCOLES ?

FÉ YO TRANBLÉ



AVAN TÈ-LA

TRANBLÉ !

SPÉCIAL HAÏTI - p. 4 - 7

Viens débattre avec les Rebelles !

100 ans après la grande grève de février 1910

Judi 25 février à 17h30

À l'université de Fouillole, côté Sciences, salles préfabriquées

D'où vient l'oppression des femmes ?

Judi 18 mars à 17h30

À l'université de Fouillole, côté Sciences, salles préfabriquées

Risque sismique en Guadeloupe

PETITS MENSONGES ENTRE AMIS

Tout le monde nous explique que la catastrophe qui a frappé Haïti ne risque pas d'arriver en Guadeloupe. Certains n'ont pas hésité à affirmer, comme Sarkozy, que les Haïtiens sont victimes d'une « malédiction ». En plus d'être écœurant ce genre d'argument clôt forcément toute possibilité de débat rationnel.

D'autres nous prennent pour des débiles et nous répètent des contes pour enfants présentés comme des théories scientifiques solides. Certains pseudo-experts estampillés BRGM (Bureau des recherches géologiques et minières) sont passés maîtres dans ce domaine. Ils passent en boucle à la télé pour nous dire que le contexte géologique en Guadeloupe n'est pas le même qu'en Haïti, donc qu'on ne devrait pas connaître de séisme aussi violent. Et ils vont jusqu'à remettre en cause l'existence des très gros séismes qui ont frappé la Guadeloupe et la Martinique au 19^e siècle, parce qu'il ne faut pas affoler la population.

Sauf que dans leurs propres documents, ils avouent que même un séisme moins fort qu'en Haïti causera autour de Pointe-à-Pitre une situation « comparable vraisemblablement à la situation de Port-au-Prince » !

Plan séisme

Le responsable des risques pour le rectorat, va jusqu'à suggérer que les ondes sismiques qui frapperont la Guadeloupe seront différentes, moins meurtrières. On ne doit donc pas s'inquiéter si 84 % des écoles primaires sont dans un état douteux.

En réalité, l'État a lancé en 2007 le plan séisme Antilles (destiné à mettre aux normes les bâtiments publics ici et en Martinique) parce que « un séisme majeur touchera l'un de ces territoires entre maintenant et quelques dizaines d'années ».



Après le séisme de 1843 en Guadeloupe

Finalement c'est peut-être le préfet le plus honnête de la bande, lorsqu'il a déclaré à la radio le 8 février : « le problème c'est la remise en état de tous les bâtiments anciens, mais cela a un coût très important ». La facture du plan séisme Antilles s'élève à 5 milliards. C'est beaucoup, mais il ne faut pas oublier que la France a trouvé des centaines de milliards l'an dernier pour sauver ses banques gangrénées par la spéculation !

Pour les écoles les plus dangereuses il faudrait déboursier rapidement 113 millions d'euros, alors que pour 2010 l'État va royalement nous accorder 35 millions, tous ministères confondus, soit le tiers de ce qu'ils ont prévu de donner à la SARA.

On comprend pourquoi il ne faut pas nous dire la vérité sur le risque sismique : tous ces gens ne craignent pas que la 'population' s'affole, mais plutôt qu'elle s'énervé et qu'elle leur demande des comptes.

Delphine

Régularisation des sans-papiers

MAINTENANT !

Ayiti, prèmyé nasyon a pèp nèg ki libéré yo dè lesklavaj, a connu une terrible catastrophe. Rappelons-nous aussi qu'en 2008, Haïti avait été ravagée par quatre cyclones consécutifs. Et l'État français avait alors pris la décision, malgré la situation horrible du peuple haïtien, de continuer à expulser ses ressortissants.

Le préfet de région de l'époque a commandé à la reconduite à la frontière d'un enfant de 4 ans et demi, né en Guadeloupe de parents haïtiens. Pour se justifier, le préfet citait la loi grotesque selon laquelle la législation permet d'expulser un enfant de 4 ans et demi, car la scolarité en France n'est obligatoire qu'à partir de 6 ans. Les lois changent selon le bon plaisir de ceux (capitalistes magouyè) qui sont à la tête du gouvernement. Instaurer une loi ne veut pas dire qu'elle est juste ! Il y a quelques années, l'enfant n'aurait pas été expulsé. Le système nourrit le peuple de peurs et d'ignorance pour qu'il puisse se retourner contre les étrangers, en occultant les véritables problèmes de notre société.

Méfiance

Actuellement, il paraît qu'on a gelé les expulsions. Mais beaucoup de sans-papiers se méfient des promesses préfectorales. Les demandes de régularisation n'aboutissent

presque jamais. Il existe plusieurs cas de dépôt de dossier suivis... de mise en rétention et d'expulsion sans attendre les différents recours ! L'État français n'a aucun scrupule à oublier l'ancienne « Perle des Antilles » qui l'enrichissait tellement (sucre, café, indigo, etc.).

Geler les expulsions

Aujourd'hui, si des associations haïtiennes-guadeloupéennes ne s'étaient pas mobilisées, on aurait peut-être connu le même scénario de reconduite à la frontière. Mais le combat continue. Les expulsions devraient être gelées jusqu'à ce qu'Haïti soit « stable et reconstruite », comme le demandent les associations. *Fò nou aprann konèt nou, sa vrèman étranj fason-la nou ka akéyi yo.*

Frères

Certains Guadeloupéens ne veulent pas entendre parler. Ils souhaitent que les Haïtiens émigrent vers d'autres pays ! Pas la Guadeloupe ! Alors qu'en réalité, on est si proches... Qui ne souhaiterait pas aller dans un pays où l'on parle quasiment la même langue, où l'on mange pratiquement la même nourriture, où l'on écoute la même musique (surtout le dimanche après-midi sur toute la FM ! *Yo pa enmé Ayisien mè yo enmé mizik Konpa !*) et où les habitants sont des frères (enfin, c'est ce qu'on croyait) ?

David

DOSSIER SPÉCIAL HAÏTI

LA SOLIDARITÉ DES PAUVRES

Un mois après le séisme du 12 janvier, un constat douloureux ressort : les survivants sont ceux qui ont eu la chance d'être au bon endroit, au bon moment et ceux qui supportent le plus sont encore malheureusement les pauvres.

Pendant la nuit du 12 janvier, les pauvres ont partagé ce qu'ils avaient pu sauver, alors que la terre tremblait tous les quarts d'heure. C'est cette solidarité qui leur a permis de passer le cap de la détresse des premières nuits, qui leur a permis de sortir des décombres les survivants avec des moyens rudimentaires, sans l'aide d'aucune agence internationale, en dehors de toute médiatisation. Elle est plus que jamais de mise aujourd'hui, alors qu'ils survivent dans des abris de toiles, par milliers, sur les différentes places publiques.

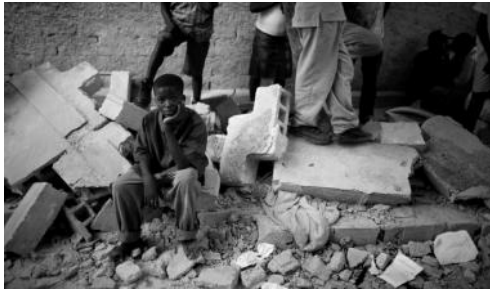
Nantis

Quant aux nantis, ceux qui roulent en 4x4, ils ont certes été frappés par ce phénomène naturel, mais leurs ressources sont largement différentes. Dès le lendemain, ils sont remontés sur les hauteurs dominant le lieu du désastre, au-delà de la puanteur des cadavres, là où les maisons plus solides ont tenu chez des amis, ou alors ils ont fait jouer leurs connaissances à travers les ambassades pour se réfugier à l'étranger.

Gouvernement absent

Le gouvernement qui n'a toujours été qu'au service des riches brille par son absence. De ce fait, l'aide apportée ne touche pas ceux qui en ont le plus besoin. Le pleurnichard président Préval est incapable de penser à l'intérêt général avant son propre intérêt.

Face à cela c'est la solidarité des pauvres (comme toujours !) qui leur permet de résister et de trouver des solutions. Certains par-



Près d'une école détruite

tent vers la campagne à la recherche de parents qui pourraient les accueillir. D'autres tentent de retourner dans les usines de la zone industrielle à la recherche d'un travail. D'autres encore tentent leur chance à la frontière vers Saint Domingue. Ils comprennent aussi que sous couvert d'humanitaire, les forces internationales occupent la mer, bloquent les frontières terrestres et enferment la population laborieuse dans une prison à ciel ouvert.

Reconstruction

Chapeau bas devant la vitalité et la solidarité de ce peuple face à cette nouvelle catastrophe. Cette solidarité leur permettra de faire pression sur les agences internationales, en montrant leurs besoins prioritaires, en prenant en charge la distribution de la nourriture, et ensuite quand il sera question de reconstruction, d'orienter celle-ci dans l'intérêt des plus nécessiteux, et non dans celui des patrons de la zone industrielle, des dirigeants des banques ou des nantis.

Edmond

Grève pour la cantine au lycée de Port Louis

Fin septembre, je rends visite aux élèves du lycée de Port-Louis, pensant juste les inciter à venir à la manifestation LKP du samedi 3 octobre et faire connaître le journal *Rebelle !* J'en profite pour discuter et faire parler. « Madame ! », m'appelle une lycéenne (Eh, je suis pas si vieille !), « il faut que vous contactiez Domota et que le LKP vienne régler les problèmes dans notre lycée ».

Je lui réponds que l'équipe de *Rebelle !* ou le LKP peuvent certes les aider, mais que c'est d'abord à eux de s'organiser et de se rebeller.

Ils se plaignent surtout d'une cantine trop chère : 21 € par semaine – soit 4€,50 le ticket – et pas de bar, mais une seule petite voiture à 7h à l'entrée du lycée. De plus, quand il pleut, les ventilateurs – alimentés à l'énergie solaire – ne fonctionnent pas. Il n'y a pas de préau ou d'abris à l'extérieur pour se protéger du Soleil ou de la pluie. Enfin, le lycée est bien loin du bourg et de toutes les activités. Où peuvent-ils manger et moins dépenser ? Où peuvent-ils s'aérer et digérer en toute tranquillité ?

Protestation

Devant les protestations, le ticket a été baissé à 4€,20, (waw ! quel progrès !) et il y a un bar – qui ne suffit pas – et... plus de petite voiture à 7h ! En quelques mois, les roulettes sont apparues, puis elles ont disparu. Il y avait même un bar-restaurant pas loin. Tout a fermé, peut-être pour des raisons de sécurité alimentaire (certains ont été intoxiqués). Ce n'est pas une raison pour manger cher et mal ! Les responsables peuvent chercher des solutions ! D'autant qu'apparemment, ce n'est pas le seul problème dans ce lycée.

Les lycéens ont pris le temps, mais finalement – je ne sais pas s'ils ont suivi mon



conseil – 300 d'entre eux ont signé pour une grève le lundi 1^{er} février 2010. À partir de 8h30 et toute la matinée, une centaine d'élèves (majoritairement des secondes) se sont rassemblés à l'intérieur du lycée. Pour le moment, tout ce qu'ils ont obtenu à la réunion avec le proviseur et les CPE, c'est la promesse d'une nouvelle baisse du ticket de cantine. La suite au prochain numéro !

Dans le Nord Grande-Terre, on était beaucoup à idéaliser ce lycée qui éviterait enfin aux élèves le déplacement jusqu'à Morne-à-l'eau ou plus loin et qui amènerait du travail... Tu parles ! C'est très bien d'innover en matière de technologie, d'être sur un site historique et touristique, de proposer des filières originales (BTS esthétique, etc.) et qu'il y ait un internat. *Ola restan ?* Les autorisés diront qu'on ne peut penser à tout. *Wé ! Mé zot té dwèt sonjé sa ki pi enpowtan !*

Brownie

Répression contre un syndicaliste de l'UGTG

La Cour d'Appel de Basse-Terre a confirmé la condamnation de Raymond Gauthiérot (ancien secrétaire général de l'UGTG) à trois mois d'emprisonnement ferme et à 2 000 € d'amende pour « entrave à la liberté du travail et dégradation de matériel » au cours d'une longue grève qui s'est déroulée au CFA de Saint-Claude en 2007.

Cette décision n'est une fois de plus qu'une revanche de l'État et du patronat sur les syndicalistes, qui se battent tous les jours dans les entreprises pour faire triompher le droit et les revendications des travailleurs. En outre, ils n'ont toujours pas digéré leur humiliation face à la victoire des 44 jours de grève générale. Ces militants sont en effet des éléments gênants pour le patronat, qui n'hésite pas à faire appel à « leur » justice et « leur » police pour les réprimer. Mais quand ces mêmes riches patrons commettent des délits, la justice ferme les yeux et leurs crimes restent impunis.

État complice

Combien de patrons n'appliquent pas les décisions de justice favorables aux travailleurs, ou bien ne payent pas leurs cotisations (ce qui accroît le déficit de la Sécurité sociale) ? L'État, complice, les protège et accepte même d'héberger sur son sol des dictateurs qui ont commis les crimes les plus atroces sans en être inquiétés. On peut citer par exemple les cas de : « Bébé doc » (Duvalier Jean-Claude) ancien dictateur d'Haïti, sans oublier les malfrats de l'affaire *Clearstream* qui font transiter des milliards d'euros du crime organisé à travers plusieurs banques dans le monde !

Refusons donc l'injustice de cette condamnation contre un syndicaliste qui se bat pour les droits des travailleurs !

Lina

DOSSIER SPÉCIAL HAÏTI

AWA, PÉYI-LA PA MODI !

En 2008, quatre cyclones ont ravagé le pays. Le 18 août 2009, le violent ouragan *Bill* a frappé Haïti. Cinq mois plus tard, un énorme séisme près de Port-au-Prince tue 200 000 personnes. Haïti serait-elle maudite ? Pures foutaises !

Le 5 décembre 1492, l'île que ses premiers habitants appelaient « *Ayiti* » fut découverte par Christophe Colomb qui la rebaptisa « *Hispaniola* ». Dès 1517, commence la colonisation et la traite négrière visant à amener les premiers esclaves africains sur la riche terre d'Haïti. Après que l'Espagne accepta de céder la partie ouest de l'île à la France, de nombreux colons français vinrent s'y installer pour faire fortune.

Très vite ces colons créoles devinrent extrêmement riches : leurs richesses dépassaient même celles des plus grands bourgeois de France et Haïti figurait parmi les pays les plus prospères du monde ! C'est à ce moment que les colons commencèrent à parler d'indépendance, dans l'espoir de faire encore de meilleures affaires (comme ceux d'Amérique du Nord qui venaient de créer les USA).

Mais la révolution fut prise en main par les esclaves eux-mêmes. Leur révolte, à partir de 1791, aboutit à la première abolition de l'esclavage. Toussaint Louverture, ancien esclave lui-même, dirigea une armée de 30 000 hommes et chassa la menace anglaise et espagnole de la colonie. Quelques années plus tard, une vaste armée envoyée par Napoléon vint (à la demande des blancs créoles) pour rétablir l'esclavage. Les esclaves noirs furent confrontés à un choix : soit retourner sous l'esclavage, soit se battre pour leur indépendance. Ils choisirent la deuxième solution. Après de grandes batailles face aux troupes de Napoléon, ils



Toussaint Louverture

sortirent victorieux et, le 1^{er} janvier 1804, la colonie devint la république indépendante d'Haïti. La première république noire.

Dès lors, Haïti fut contrainte de payer une dette à la France ! L'équivalent de 630 millions d'euros qu'elle a payés pendant des décennies, malgré le fait qu'elle fut colonisée puis pillée par la cupidité sans fin des capitalistes français. Cette dette ruina le pays jusqu'aux entrailles. Conséquence : Haïti, faute de matières et de moyens, se trouve incapable de résister à un coup de vent. Face au dernier séisme, ce pays pillé n'avait aucune chance.

Sony

Journal de bord des Rebelles DEUX SEMAINES DE SOLIDARITÉ AVEC HAÏTI

Durant deux semaines le journal *Rebelle !* a organisé en solidarité avec Haïti l'opération « un jeune, une bouteille d'eau ».

Du 18 au 29 janvier 2010, nous sommes passés devant 10 lycées de la Guadeloupe pour récolter de l'eau pour Haïti. On passait la veille devant le lycée pour annoncer notre venue le jour suivant et le lendemain on passait récupérer les bouteilles d'eau.

Cette opération fut un succès, les jeunes ont participé, ils ont montré qu'ils étaient touchés par ce qui arrive à Haïti (surtout les filles, qui avaient plus tendance à ne pas oublier d'amener la bouteille !). Au total nous avons récolté 700 litres d'eau. *Big up* pour Providence qui nous a remis 175 litres.

Pétition

Pendant la collecte, des feuilles de pétitions circulaient disant que la France se fout des Haïtiens, quelle peut beaucoup mieux faire pour les aider. Cette pétition a été signée par 1 500 personnes, essentiellement des jeunes, ce qui représente pas loin d'un lycéen sur 10. Ces feuilles de protestation ont été remises au sous-préfet à Pointe-à-Pitre le lundi 2 février.

Félicitation à ces jeunes qui ont su montrer qu'ils ne restent pas indifférents devant ce qui arrive dans le monde.

MaxiM